

Prof. Ahmadou Aly Mbaye , Prof. Mohamed Ben Omar Ndiaye , Dr Khady Yama Sarr , Dr Assane Beye , Dr Adama Gueye , Dr Ibrahima Barry , Dr Fama Gueye , Prof. Ibrahima Seck

Prof. Ahmadou Aly Mbaye , Prof. Mohamed Ben Omar Ndiaye , Dr Khady Yama Sarr , Dr Assane Beye , Dr Adama Gueye , Dr Ibrahima Barry , Dr Fama Gueye , Prof. Ibrahima Seck

©2023, PROF. AHMADOU ALY MBAYE , PROF. MOHAMED BEN OMAR NDIAYE , DR KHADY YAMA SARR , DR ASSANE BEYE , DR ADAMA GUEYE , DR IBRAHIMA BARRY , DR FAMA GUEYE , PROF. IBRAHIMA SECK



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC GRANT / SUBVENTION DU CRDI : - STRENGTHENING PUBLIC POLICIES FOR DECENT WORK IN FRANCOPHONE AFRICA IN THE CONTEXT OF THE COVID-19 PANDEMIC

Centre de recherches pour le développement international (CRDI) Réponses à la COVID-19 pour l'équité (CORE)

Modèle de rapport technique final

Table des matières

Section 1 : Aperçu du projet	1
Section 2 : Mise en oeuvre du projet	10
Section 3 : Résultats et activités	Error! Bookmark not defined.
Section 4 : Résultats, impacts et contributions au changement	Error! Bookmark not defined.
Section 5 : Considérations relatives à la gestion du projet.....	42
Annexe 1. Définitions des principaux termes	45

Veillez prendre note des conseils suivants :

- D'après l'expérience du CRDI, les rapports de 20 à 30 pages ont tendance à fournir un niveau de détail approprié et à être plus utiles aux bénéficiaires de subventions et au Centre. Comme il s'agit d'un rapport final, veuillez prendre tout l'espace nécessaire pour saisir tous les détails pertinents.
- Des informations supplémentaires, telles que les résultats, les listes de participants aux événements, etc. peuvent être incluses en annexe dans des fichiers séparés. Il est important pour nous de recevoir tous les documents de travail, mémoires et présentations préparés dans le cadre de ce projet, qu'ils puissent être communiqués à l'extérieur ou non.
- Veuillez consulter votre administrateur de programme du CRDI si vous avez des questions.

Section 1 : Aperçu du projet

Information sur le projet	
Titre du projet	Améliorer le ciblage des politiques publiques pour l'emploi décent en Afrique francophone dans le cadre de la pandémie de COVID 19.
Numéro de projet du CRDI	109490-001
Type de rapport	Rapport final
Période couverte par le rapport	Aout 2020 – Juillet 2023
Auteur(s) du rapport et coordonnées (courriel/téléphone)	<ul style="list-style-type: none"> - Professeur Mohamed Ben Omar Ndiaye, mohamedbenomar.ndiaye@ucad.edu.sn - Dr Khady Yama Sarr, khadyyama@gmail.com
Nom complet de la principale institution de recherche	Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Adresse de la principale institution de recherche	Université Cheikh Anta Diop, BP 5683 Dakar –Fann -Tél. : (221) 33 859.23.60
Noms et adresses complets des membres de l'équipe de recherche	<p>Équipe Sénégal</p> <ul style="list-style-type: none"> - Professeur Ahmadou Aly Mbaye, ahmadou.mbaye@ucad.edu.sn - Professeur Mohamed Ben Omar Ndiaye, mohamedbenomar.ndiaye@ucad.edu.sn - Dr Khady Yama Sarr, khadyyama@gmail.com - Dr Assane Beye, assane1.beye@ucad.edu.sn - Dr Adama Gueye, abgueye40@yahoo.fr - Dr Ibrahima Barry, ibrahim9barry@yahoo.fr - Dr Fama Gueye, gueyefama21@gmail.com - Professeur Ibrahima Seck (expert en santé public), ibouseck@yahoo.fr <p>Équipe Bénin</p> <ul style="list-style-type: none"> - Professeur Alinsato Alastaire Séna, alastaires@yahoo.fr - Dr Yvette Onibon Doubougan, yvette.onibon@gmail.com - Professeur Akoété Ega Agbodji, adagbodji@yahoo.fr - Professeur Lokonon Kounagbè Odilon Boris, odilonboris@gmail.com <p>Équipe Maroc</p> <ul style="list-style-type: none"> - Professeur Mouhamed Fouzi Mourji, fmourji@gmail.com - Dr Fatima Aazi, aazi.zf@gmail.com - Wassini ARRASSEN, wassini.arrassen@gmail.com - Youssef Bouazizi, bouazizi.youssef.1994@gmail.com

	<p>Équipe Caméroun</p> <ul style="list-style-type: none"> - Professeur UM Ngo uem Marie Thérèse, ngouem@yahoo.fr - Professeur Félix Zogning, Felix.Zogning@uqo.ca - Dr Patricia Mendjime (expert santé), mfanylor@yahoo.com - Professeur Désiré Avom, avomdes@yahoo.fr
Noms complets des institutions partenaires (le cas échéant)	<ul style="list-style-type: none"> - Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement (LAPD), Université Cheikh Anta Diop de Dakar - Laboratoire d'Economie Politique (LEP), Université d'Abomey Calavi - Laboratoire de statistique appliquée à l'analyse et la recherche en économie (LASAARE), Université Hassan II, Casablanca - Groupe d'études et de recherches en économie appliquée, Université de Douala
Pays dans lesquels le projet se déroule	Sénégal
Date de début du projet	5 août 2020
Budget du projet (en CAD)	1 236 400 CAD
Décaissement à ce jour	956 679 CAD

Les 5 grandes réalisations du projet

En vous basant sur les réponses fournies dans les sections ci-dessous du rapport, veuillez fournir un résumé des 5 réalisations ou leçons les plus remarquables du projet (une pour chaque élément) :

1. La découverte la plus importante ou la plus nouvelle ?
2. L'impact le plus intéressant ou significatif ou le changement le plus réel (social, économique, environnemental) résultant de ce projet, et qui en bénéficiera ?
3. Quelle est la chose que vous feriez différemment si vous pouviez répéter le processus de recherche ?
4. Les lacunes les plus importantes ou les questions de recherche futures basées sur les enseignements de ce projet ?
5. Tout autre élément du projet qu'il vous semble important de partager ?

1. La découverte la plus importante ou la plus nouvelle ?

Le projet fait découvrir un besoin accru d'orientation vers des emplois décents durables, surtout pour les femmes qui constituent les couches les plus vulnérables du secteur informel et de la population active en général.

2. L'impact le plus intéressant ou significatif ou le changement le plus réel (social, économique, environnemental) résultant de ce projet, et qui en bénéficiera ?

- i) Le projet a amélioré les connaissances sur l'impact économique des politiques publiques en matière de réponse à la COVID-19 grâce aux articles et aux communications scientifiques;
- ii) Le projet a identifié et mis en évidence les bonnes pratiques en matière de politiques publiques pour le secteur informel;
- iii) Le projet a aussi informé les discussions et les débats et sensibilisé les décideurs clés impliquant les acteurs du gouvernement, de la société civile et ou d'autres utilisateurs de la recherche;
- iv) Le projet a impliqué les femmes et les groupes marginalisés tout le long du processus du projet et les a fait participer de manière active aux consultations et aux discussions portant sur toutes les étapes du projet;
- v) Le déroulement du projet a permis également de nouer des partenariats importants avec plusieurs institutions ou de parties prenantes clés, des décideurs politiques;
- vi) Le projet a aussi contribué au renforcement des capacités des chercheurs et des institutions de recherche participant au projet, ainsi que des étudiants et chercheurs d'autres universités;
- vii) Le projet a permis plusieurs contributions scientifiques qui alimentent la recherche et qui peuvent servir dans le futur pour d'autres phénomènes du genre;
- viii) Le projet a mobilisé une communauté scientifique encouragée et identifié des ressources/experts dans le domaine, tous impliqués dans la recherche de solutions durables en période de crise.

3. Quelle est la chose que vous feriez différemment si vous pouviez répéter le processus de recherche ?

Utiliser une approche d'appui intégré : formation, encadrement/structuration/orientation vers des filières porteuses, financements bonifiés, etc.

4. Les lacunes les plus importantes ou les questions de recherche futures basées sur les enseignements de ce projet ?

Deux questions principales retiennent notre attention :

- (i) Quels mécanismes de protection sociale et de garantie de revenu sont nécessaires pour assurer un emploi décent et une protection sociale adéquate aux travailleurs en Afrique francophone après la pandémie de la COVID-19 ?

- (ii) Comment les politiques publiques peuvent-elles être adaptées, dans le contexte post-pandémie, pour répondre aux défis spécifiques de résilience des femmes en Afrique francophone et leur garantir un emploi décent et durable ?
5. Tout autre élément du projet qu'il vous semble important de partager ?
- i) Le partage d'expériences entre les (quatre) différents pays et membres des équipes participant au projet;
 - ii) La création et le développement de réseaux de recherche impliquant des chercheurs d'institutions de recherche participant au projet, des chercheurs d'autres universités, des étudiants des institutions partenaires, des décideurs politiques, le secteur privé et la Société civile.

Section 2 : Résultats, impacts et contributions au changement

Dans cette section, vous avez la possibilité de démontrer comment votre travail via CORE a contribué à un changement plus large. Pour chaque question, veuillez examiner attentivement comment la pandémie de COVID-19 a eu un impact (positif, négatif, ou les deux) sur vos progrès, ainsi que toute stratégie d'adaptation employée. Si votre projet a été mené dans plusieurs pays, veuillez distinguer les impacts selon les contextes. Veuillez également indiquer comment ces changements ont été suivis et évalués à intervalles réguliers. Si vous avez déjà partagé ces informations dans les sections ci-dessus (Points forts du projet, etc.), il n'est pas nécessaire de les répéter ici.

Note : Comme il s'agit du rapport technique final, veuillez inclure tous les résultats majeurs des projets, y compris ceux inclus dans les rapports précédents.

1. Informer les politiques et les pratiques :

Veuillez partager tous les exemples pertinents de la façon dont la recherche CORE a contribué à des impacts instrumentaux. Il peut s'agir de politiques et de législations nouvelles ou améliorées, de la mise à l'échelle de ce qui fonctionne, de la fermeture de ce qui ne fonctionne pas et de l'application de nouvelles méthodes et pratiques. Il n'est pas nécessaire de démontrer l'attribution à votre projet ; si cela est pertinent, concentrez-vous plutôt sur la contribution de votre projet au changement. Si vous n'avez pas d'exemples, expliquez ce que vous attendez au-delà du calendrier du projet.

- La sensibilisation et le plaidoyer : des ateliers de diffusion des résultats ont été organisés dans les quatre pays du projet en présence de décideurs politiques, de partenaires sociaux, d'organisations de la société civile et du grand public, dans le but de susciter le débat et de promouvoir des politiques plus inclusives et équitables.

Au-delà du calendrier du projet, les résultats serviront aux pays pour plusieurs objectifs :

- Premièrement, ils permettront d'améliorer les connaissances sur l'impact économique des politiques publiques en matière de réponse à la COVID-19 grâce aux *Policy-briefs*, aux articles et communications scientifiques;
- Deuxièmement, ils contribueront à renforcer la participation multisectorielle à la riposte contre la COVID-19, en favorisant la publication d'articles scientifiques et en intégrant les résultats du projet dans le processus de planification et de mise en œuvre de la riposte;
- Enfin, ils serviront à identifier et mettre en évidence les bonnes pratiques en matière de politiques publiques pour le secteur informel. Cela comprendra la promotion de modèles de politiques réussies, la diffusion d'informations sur les programmes d'appui au secteur informel qui ont eu des résultats efficaces, ainsi que la collecte et la diffusion de données et d'études de cas sur les résultats obtenus par différentes approches.

2. Informer les dialogues et débats conceptuels:

Veillez partager tous les exemples pertinents de la manière dont la recherche CORE a contribué aux impacts conceptuels. Il peut s'agir d'informer des discussions et des débats, de créer une pression publique sur une question, de faire évoluer les attitudes des parties prenantes et de sensibiliser les décideurs clés. Il n'est pas nécessaire de démontrer l'attribution à votre projet ; le cas échéant, concentrez-vous plutôt sur la contribution de votre projet au changement. Si vous n'avez pas d'exemples, expliquez ce que vous attendez au-delà du calendrier du projet.

Des webinaires impliquant les acteurs du Gouvernement et de la Société civile ont été organisés :

- Un webinaire sur le thème du "Partage d'expériences sur des stratégies et actions de résilience entrepreneuriale en période de COVID-19" a été organisé en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) dans le cadre de la Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat, qui s'est déroulée du 16 au 22 novembre 2020. L'ANPEJ s'est engagée dans l'organisation de ce panel virtuel afin d'expliquer davantage et de mieux faire connaître le dispositif important de formation et de renforcement des capacités mis en place pour accompagner les jeunes dans leur démarche d'insertion professionnelle. Des jeunes entrepreneurs porteurs de projets ont participé au panel, certains d'entre eux ont partagé leur

expérience quant au succès des stratégies qu'ils ont adoptées pour le développement de leur entreprise durant la crise de la COVID-19. Des experts panélistes seniors ont également pris la parole.

- Un webinaire sur l'emploi des jeunes a été organisé le 31 mars 2021 en présence de la direction de l'emploi, du PRODAC, de l'IPAR, de l'UNACOIS et de l'Agence Nationale de la promotion de l'emploi des jeunes.

3. L'inclusion des groupes vulnérables dans la prise de décision pour des solutions équitables :

Comment votre projet CORE a-t-il fait en sorte que les voix des femmes et des groupes marginalisés informent les processus de prise de décision pour façonner les réponses à COVID-19 ? Quels ont été les avantages pour ces groupes ? Veuillez fournir tout exemple tiré de la durée de vie du projet, y compris ceux qui ont été partagés dans les rapports précédents.

Les femmes et les groupes marginalisés ont été inclus tout au long du processus du projet. Ils ont activement participé aux consultations et aux discussions portant sur toutes les étapes du projet. Des réunions, des webinaires, des colloques, des conférences, etc. ont été organisés pour leur participation, et à chaque fois, leurs perspectives et leurs préoccupations ont été prises en compte. De plus, les mécanismes de collecte de données qualitatives et quantitatives du projet étaient particulièrement axés sur les expériences des femmes dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Ces données ont permis d'identifier les défis spécifiques auxquels elles sont confrontées et d'élaborer des recommandations répondant à leurs besoins.

4. Partenariats/collaborations :

Décrivez les accords de collaboration ou les réseaux nouveaux ou en cours que vous avez développés avec d'autres institutions ou parties prenantes clés, comme les décideurs politiques ou d'autres utilisateurs de la recherche. Il peut s'agir d'une collaboration avec d'autres membres du projet CORE (par exemple, par le biais de produits CORE communs ou développés lors de l'atelier d'apprentissage mondial et régional en janvier 2023), des décideurs politiques ou des acteurs externes à l'initiative CORE (par

exemple, des comités, des plateformes de parties prenantes, des groupes de travail). Commentez les avantages ou les défis rencontrés avec ces partenariats/collaborations.

Le déroulement du projet a permis de nouer des partenariats importants avec :

- L'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), qui est intervenue lors des travaux sur la base de sondage et le protocole d'enquête sous Covid-19;
- Le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), pour l'organisation des conférences et des publications d'articles destinés aux jeunes chercheurs sous la thématique de la Covid-19;
- L'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ), avec qui il a été coorganisé la semaine de l'entrepreneuriat du 16 au 19 novembre 2020 à Dakar, où 10 jeunes entrepreneurs ont présenté leur modèle de résilience face à la pandémie du COVID-19;
- L'Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal (UNACOIS), la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD), ainsi que le Gouvernement à travers certains de ses Ministères, qui ont participé aux différentes activités du projet;
- Le ministère du commerce et des Petites et Moyennes Entreprises pour la facilitation de la collecte de données secondaires sur les impacts de la pandémie sur l'emploi. Les agents du ministère ont également participé à toutes les activités de diffusion des résultats du projet;
- Les autres partenaires : le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), l'Observatoire de la Francophonie Économique (OFE) avec qui la première conférence économique internationale de Dakar a été organisée, ainsi que le programme Formation à la Recherche pour Jeunes Économistes Francophones (FORJE);
- Les associations des femmes qui travaillent dans le secteur informel. Au Sénégal, ces associations ont beaucoup contribué à travers les focus groupes qui ont été organisés. Elles ont également participé aux conférences et aux ateliers de diffusion des résultats.

5. Renforcement des capacités :

Décrivez les différentes manières, le cas échéant, dont le projet a contribué à renforcer les capacités de : (i) des chercheurs, des réseaux ou des institutions de recherche participant au projet ; (ii) des participants à la recherche, des utilisateurs ou des personnes

affectées par le processus ou les résultats de la recherche. Dans votre réponse, veuillez réfléchir à la possibilité de maintenir ces changements à l'avenir, en particulier en ce qui concerne la préparation aux chocs et crises futurs.

Le projet a contribué au renforcement des capacités des chercheurs membres, ainsi que des étudiants et chercheurs d'autres universités :

- Tout d'abord, des séances de renforcement des capacités ont été organisées du 24 au 28 janvier 2022 à l'UCAD en collaboration avec l'ANSD, afin de former les membres de l'équipe du projet aux différents outils d'enquête utilisés. Ces chercheurs ont ensuite assuré la formation dans leurs pays respectifs;
- Ensuite, lors de la Conférence Internationale sur la Francophonie Économique qui s'est déroulée du 16 au 18 mars 2022, trois ateliers de formation ont été organisés à l'intention des jeunes entrepreneurs :
 - i) Le premier atelier avait pour thème "Comment créer de la valeur à l'aide des normes". Cet atelier a été animé par Mme Marie Claude Drouin (Secrétaire Générale du Réseau Normalisation et Francophonie) et M. Assane Mbengue (Responsable des activités de Normalisation dans les domaines de l'Électrotechnique, du Bâtiment-Génie Civil et des TIC). Les objectifs étaient les suivants : (a) Faire comprendre le rôle stratégique que peut jouer la normalisation dans le développement d'une entreprise ; (b) Apporter des clés de lecture sur l'utilisation de la normalisation comme levier de développement d'une entreprise ; (c) Connaître les outils pour accéder aux normes, les appliquer, se certifier et finalement les influencer;
 - ii) Le deuxième atelier avait pour thème "Comment devenir innovant grâce au design thinking", animé par M. Reefat Sahbi (conseiller en développement d'affaires à la Direction de la formation continue de l'Université de Montréal). Les objectifs étaient les suivants : (a) Inspirer son équipe avec des méthodes de design thinking éprouvées et un ensemble complet d'outils ; (b) Insuffler à son équipe une mentalité centrée sur le client afin que les produits et services de l'entreprise répondent aux besoins des clients ; (c) Apprendre à cartographier et valider les hypothèses en vue d'innover;
 - iii) Le troisième atelier avait pour thème "Gérer les transformations organisationnelles en entreprise", animé par M. Noah Redler (Président et fondateur d'Arche Innovation). Les objectifs étaient les suivants : (a) Comprendre les changements déjà en cours dans le monde des affaires et leur impact sur les entreprises ; (b) Apprendre à provoquer des changements dans l'entreprise et chez les clients;

- Lors de la deuxième conférence internationale de Dakar qui s'est tenue les 02 et 03 mai 2023, un atelier de formation a également été organisé pour les étudiants et les jeunes entrepreneurs, ayant pour thème "Créer de la valeur dans votre entreprise à l'aide des normes". Les objectifs de cette formation étaient les suivants : (a) comprendre l'importance et les avantages des normes dans le contexte des affaires ; (b) acquérir les compétences nécessaires pour mettre en œuvre et maintenir des normes de qualité, de sécurité ou d'autres normes pertinentes ; (c) adapter les normes existantes aux nouvelles contraintes sanitaires et réglementaires liées à la pandémie.

Section 3 : Activités et livrables

Veillez remplir les tableaux de cette section. Joignez une copie finale de tous les extraits au présent rapport (ou envoyez-la par courriel ou téléchargez-la dans CRDI Connexion, selon le cas).

Remarque : Comme il s'agit du rapport technique final, il doit être sommatif. Veuillez inclure tous les extraits du projet, y compris ceux inclus dans les rapports précédents.

1. Activités de mobilisation des connaissances

- a. Décrivez les principaux résultats de la recherche ou les activités qui se rapportent spécifiquement à la mobilisation et la diffusion de la recherche et que le projet trouve les plus significatifs (visez 3 à 5 exemples, y compris les principaux figurant dans les rapports précédents). Pour chacun d'entre eux, identifiez le public clé de l'activité et expliquez comment l'activité a été bien ciblée pour la ou les parties prenantes particulières.

Plusieurs activités de mobilisation des connaissances ont été organisées :

- L'atelier de lancement du projet a eu lieu le 8 octobre 2020 en ligne sur la plateforme Zoom. Il s'agissait de la première activité du projet qui avait pour objectifs : (a) dresser un état des lieux des effets de la pandémie de COVID-19 sur les

économies de la région de l'Afrique de l'Ouest avec la participation des décideurs politiques, des universitaires et des organisations professionnelles du secteur informel ; (b) établir une cartographie des secteurs/acteurs directement ou indirectement touchés par la gestion de la pandémie ; (c) faire le point sur les mesures et politiques de stabilisation et de relance liées à la pandémie ; (d) mettre en place un comité de pilotage chargé d'orienter la mission du projet ;

- Les principaux intervenants lors de cet atelier étaient le Recteur de l'UCAD, le Professeur Ahmadou Aly Mbaye, Mme McKinsey, représentante de l'Ambassadeur du Canada au Sénégal et Chef de la Coopération, le Professeur Brahim Boudarbat, directeur de l'Observatoire de la Francophonie Économique de l'Université de Montréal, le Professeur Alinsato Alastair Séna, de l'Université Abomey-Calavi du Bénin et Directeur de Cabinet du Ministre d'État chargé du plan et du Développement du Bénin, le Professeur Ibrahima Seck, Chef de service de Médecine Préventive de la Santé Publique, le Docteur Patricia Mendjime, Chef des équipes d'Intervention Rapide et d'Investigation dans la gestion de la pandémie de la COVID-19 au Cameroun, le Professeur Mouhamed Fouzi Mourji, Directeur de LASAARE au Maroc, et Monsieur Ousmane Sy Ndiaye, directeur de l'UNACOIS. Les parties prenantes à cet atelier de lancement étaient les institutions nationales publiques et privées, les chercheurs, les acteurs gouvernementaux et de la société civile ;
- Webinaire sur le thème : « Partage d'expériences sur des stratégies et actions de résilience entrepreneuriale pendant la période de la COVID-19 ». Le webinaire a été organisé en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) dans le cadre de la Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat qui s'est déroulée du 16 au 22 novembre 2020. L'ANPEJ s'est engagée dans l'organisation de ce panel virtuel afin d'expliquer davantage et de mieux faire connaître le dispositif important de formation et de renforcement des capacités qu'elle a mis en place pour accompagner les jeunes dans leur insertion professionnelle. Des jeunes entrepreneurs porteurs de projets ont participé au panel et certains d'entre eux ont partagé leur expérience concernant le succès des stratégies qu'ils ont adoptées pour le développement de leur entreprise pendant la crise de la COVID-19. Des experts panélistes seniors ont également pris la parole ;
- Conférence portant sur le thème « Ciblage des dépenses publiques et secteur informel en Afrique dans un contexte de crise sanitaire : défis et opportunités », organisée le mercredi 30 juin 2021 de 14h à 15h30 GMT. Les panélistes étaient

des chercheurs provenant de différentes universités, notamment l'Université Cheikh Anta Diop, l'Université de Parakou, l'Université de Virginia et l'Université Georgetown.

- Colloque international sur la pandémie de la COVID-19 et le secteur informel en Afrique : évaluation des répercussions et des politiques de riposte et de reprise (12 octobre 2021). Le colloque a réuni des experts issus des milieux académique, gouvernemental, privé ainsi que des organisations internationales, qui ont présenté les résultats de leurs travaux de recherche ainsi que leurs expériences et pratiques en lien avec le sujet abordé.
- La Conférence Internationale de la Francophonie Economique, intitulée "Vers une économie résiliente, verte et inclusive", s'est déroulée du 16 au 18 mars 2022 à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, en partenariat avec l'Observatoire de la Francophonie Économique (OFE). L'objectif de cette conférence était de mettre en lumière les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 ainsi que du changement climatique sur les pays francophones. Il s'agissait d'examiner les mesures prises par les gouvernements afin de protéger l'économie et les populations, tout en assurant une reprise rapide, durable et inclusive. Cet événement a rassemblé près de 300 experts et conférenciers venus de plus de 20 pays différents pour partager leurs recherches et leurs expériences. Les débats et les échanges ont permis de mieux comprendre les défis auxquels l'espace francophone, en particulier, doit faire face pour une résilience et une relance inclusive et durables. Les communications sont publiées sur les actes de la Conférence Économique Internationale de Dakar disponible sur le lien : https://ceid2023.ucad.sn/actes_ceid .
- La Conférence Économique Internationale de Dakar, qui s'est déroulée du 02 au 03 mai 2023 sous le thème "Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide, inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique", a également été une activité phare du projet. L'objectif de cette conférence était de discuter des principaux piliers permettant de construire une économie plus résiliente face à des chocs aussi graves que celui causé par la COVID-19. Cinquante-neuf (59) communications ont été présentées lors de cette conférence, en plus des tables rondes et des conférences en plénière. Les communications ont été publiées dans les actes de la Conférence Économique Internationale de Dakar, disponibles sur le lien suivant: https://ceid2023.ucad.sn/actes_ceid .

- Les ateliers de dissémination des résultats du projet : elles ont été organisées dans chaque pays, avec la participation des acteurs du secteur informel ainsi que des représentants gouvernementaux. Le premier atelier a eu lieu au Cameroun le 11 avril 2023, suivi du Bénin le 13 avril 2023 et du Maroc le 19 avril 2023. L'atelier du Sénégal a été organisé le 01 août 2023.

Grâce à l'approche interdisciplinaire adoptée, ces différentes activités ont mobilisé les autorités gouvernementales, le secteur privé, la société civile et les universitaires. Des débats interactifs entre les panélistes et les participants se sont déroulés sous forme de dialogues et d'échanges d'expériences concernant les pratiques et les vécus. Les résultats des recherches issus du projet portant sur les stratégies à adopter pour la reprise post-COVID-19 ont été partagés lors de ces panels avec la participation des autorités telles que le Secrétaire Général du Ministère du Commerce et des PME au Sénégal, les Directeurs de la Chambre de Commerce et de l'Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal (UNACOIS), etc.

- b. Comment savez-vous que vos activités de mobilisation et d'application des connaissances ont eu l'impact escompté ? Parlez-nous un peu de vos processus de suivi et de la façon dont ils s'alignent sur les plans initiaux. Avez-vous atteint vos objectifs de diffusion de la recherche, ou une partie de ceux-ci ?

Les activités de mobilisation et d'application des connaissances ont eu l'impact escompté, comme en témoigne le nombre élevé de participants à ces différentes activités, qui a même dépassé les objectifs fixés. Vous pouvez consulter sur le site <https://projetinformel-covid19.ucad.sn/> des vidéos de certains de ces événements, qui ont attiré un public important. L'équipe du projet a également reçu des commentaires et des retours positifs de la part des participants à ces activités qui les ont trouvées utiles, pertinentes et informatives.

a) Résultats et livrables :

Les résultats de la recherche sont les résultats directs, accessibles au public, de la recherche soutenue par CORE. Il peut s'agir de publications évaluées par des pairs, de documents de travail, de mémoires, de livres ou de blogs. Veuillez identifier les résultats qui ont été ou seront produits après la fin du projet, en soulignant ceux qui partagent les conclusions sur les stratégies et les interventions les plus efficaces en relation avec la réponse et le rétablissement de COVID-19, et la préparation aux crises futures. Commentez

également la contribution unique que ces publications/résultats ont apporté ou apporteront aux connaissances, aux politiques et aux pratiques.

Catégorie (article, blog etc.)	Titre	Auteur.e et institution affiliée	Endroit/lieu: nom de la revue, livre, série, etc. (avec lien si disponible en ligne)	Date de soumission/ accepté/publié	Source-ouverte	Revu.e par les pairs?	Bref résumé de la publication avec contribution aux connaissances, aux politiques et aux pratiques.
Conseil au gouvernement	Orientation pour l'emploi et l'entrepreneuriat en milieu universitaire	Ahmadou Aly Mbaye	Posté sur le site du projet https://ceid2023.ucad.sn/actes_ceid	2021	oui	oui	Combler un gap dans la définition de politiques basées sur des évidences scientifiques.
Policy brief	Financing Unemployment Insurance in High-Informality Economies: A Survey Analysis of Senegal	Ahmadou Aly Mbaye Abdoulaye Ndiaye Kyle Herkenhoff Abdoulaye Cisse Alessandro Dell'Acqua	En cours	2023			Éclairer sur l'importance de assurance-chômage qui peut être un moyen d'améliorer de manière significative le bien-être des travailleurs et des personnes à leur charge.
Livre	COVID-19 : Impacts économiques et socio économiques, politiques de riposte et Stratégies de résilience	Brahim Boudarbat, Houda Hakim Guermazi et Mohamed Ben Omar Ndiaye	Posté sur le site du projet https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/autres-rapports	2021	Oui	Oui	Éclairer et améliorer les politiques publiques en utilisant les meilleures données probantes et des analyses scientifiques rigoureuses.

Article	<i>L'épineuse question de la dette privée des pays africains dans le contexte du Covid-19</i>	Ahmadou Aly Mbaye Babacar Séné Cheikh Ahmed Bamba Diagne	Posté sur le site du projet https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/autres-rapports	2020	Oui	Oui	<i>Éclairer sur la question de la dette privée des pays africains et améliorer les politiques.</i>
Livre	<i>Formal and Informal Enterprises in Francophone Africa: Moving Toward a Vibrant Private Sector</i>	Ahmadou Aly Mbaye, Stephen S. Golub et Fatou Gueye	Posté sur le site du projet https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/autres-rapports	2020	Oui	Oui	<i>Formule également des recommandations politiques bien ciblées, en tenant compte de l'hétérogénéité des entreprises et des réponses différenciées aux divers stimuli politiques.</i>
Article	<i>Sauver l'économie informelle face au Covid-19 en Afrique de l'Ouest</i>	Ahmadou Aly Mbaye	Posté sur le site du projet https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/autres-rapports	2020	Oui	Oui	<i>Eclairer et améliorer les politiques publiques</i>
Article	<i>Moderniser l'informel pour créer les conditions de la relance post-Covid-19 en Afrique : le cas du Sénégal</i>	Ahmadou Aly Mbaye	Posté sur le site du projet https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/autres-rapports	2020	Oui	Oui	<i>Éclairer sur la mise en place d'un dispositif plus efficace de suivi et d'encadrement pour les PME, informelles.</i>

Rapport technique 1	Caractérisation des effets de la crise sanitaire et des mesures gouvernementales sur les petits acteurs informels au Sénégal	Assane BEYE Khady Yama SARR Abdou Khadre DIENG Mohamed Ben Omar NDIAYE (Université Cheikh Anta Diop)	https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/rapports-techniques-des-pays	2023	Oui	Oui	Fournir des informations approfondies et des recommandations spécifiques pour améliorer le ciblage des politiques publiques en matière d'emploi décent en Afrique francophone pendant la pandémie de COVID-19. Cela permettra d'aider à informer les décideurs, à justifier les interventions, à mobiliser les acteurs et à évaluer les résultats des politiques mises en œuvre.
Rapport technique 2	Effets économique et social de la COVID-19 sur le secteur informel au Bénin : enseignements pour les politiques publiques	Pr. ALINSATO S. Alastaire Pr. CHABOSSOU Augustin F. C. Prof. LOKONON K. O. Boris Dr. AMEGNAGLO C. Jaurès Dr. NONVIDE G. M. Armel (Université d'Abomey Calavi)	https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/rapports-techniques-des-pays	2023	Oui	Oui	Fournir des informations approfondies et des recommandations spécifiques pour améliorer le ciblage des politiques publiques en matière d'emploi décent en Afrique francophone pendant la pandémie de COVID-19. Cela permettra d'aider à informer les décideurs, à justifier les interventions, à mobiliser les acteurs et à évaluer les résultats des politiques mises en œuvre.
Rapport technique 3	Le Secteur informel face au Covid19 : Quelles politiques publiques pour une économie inclusive et résiliente au Cameroun?	Professeur Um-Ngouem Marie Thérèse Docteur Bend Albin Docteur Nyemek Benoit Christian Docteur Massoda Ma Ntep Dieudonné Legrand (Université de Douala)	https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/rapports-techniques-des-pays	2023	Oui	Oui	Fournir des informations approfondies et des recommandations spécifiques pour améliorer le ciblage des politiques publiques en matière d'emploi décent en Afrique francophone pendant la pandémie de COVID-19. Cela permettra d'aider à informer les décideurs, à justifier les interventions, à mobiliser les acteurs et à évaluer les résultats des politiques mises en œuvre.

Rapport technique 4	La crise sanitaire : nouvelle révélation de la précarité des emplois et des difficultés du secteur informel au Maroc	Fouzi Mourji Fatima-Zahra Aazi Yasser Yeddar Tamasamani Abdelajaouad Ez-Rari	https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/rapports-techniques-des-pays		Oui	Oui	Fournir des informations approfondies et des recommandations spécifiques pour améliorer le ciblage des politiques publiques en matière d'emploi décent en Afrique francophone pendant la pandémie de COVID-19. Cela permettra d'aider à informer les décideurs, à justifier les interventions, à mobiliser les acteurs et à évaluer les résultats des politiques mises en œuvre.
Note conceptuelle	Covid-19: Consequences and Policies for the Informal Economy An upstream survey of issues for data collection	Nancy Benjamin	https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/rapports-techniques-des-pays	2021	Oui	Oui	
Note conceptuelle	Strengthening public policies for decent work in Francophone Africa in the context of the COVID-19 pandemic	Bala Mulloth	https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/rapports-techniques-des-pays	2021	Oui	Oui	
Note conceptuelle	Public Expenditures in Africa Before, During and After Covid-19	Shantayanan Devarajan	https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/rapports-techniques-des-pays	2020	Oui	Oui	

Note conceptuelle	Impact de la pandémie de la COVID 19 sur les activités informelles en Afrique : une analyse genre	Yvette Onibon Doubogan	https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/rapports-techniques-des-pays	2021	Oui	Oui	
-------------------	---	---------------------------	---	------	-----	-----	--

A cela s'ajoute les actes des deux conférences organisées disponible sur le site du projet (<https://projetinformel-covid19.ucad.sn/index.php/publications/rapports-techniques-des-pays>).

b) Activités d'engagement :

Les activités d'engagement comprennent à la fois (i) des discussions de haut niveau ou des réunions formelles et (ii) des événements avec de multiples parties prenantes par le biais desquels il y a un engagement avec les utilisateurs ou les publics de la recherche, comme d'autres chercheurs, des décideurs, des praticiens, des médias/intermédiaires, des membres de la communauté/des participants à la recherche, et/ou d'autres personnes concernant la recherche CORE et son application. Les conférences, ateliers ou webinaires (en personne ou virtuels) sont des exemples d'événements de participation. Incluez ceux qui auront lieu après la clôture du projet mais qui sont liés à ce projet.

Type d'activité d'engagement (conférence, réunion, etc.)	Rôle dans l'activité (intervenant, modérateur, etc.)	Titre de la présentation et auteur, si pertinent	Date & Endroit	Acteurs et parties prenantes présentes et engagées	Détails (site web ou enregistrement)	Action de suivi/changement résultant de l'engagement
Colloque sur le ciblage des politiques publiques dans un contexte d'informalité	Organisateur Intervenant	ciblage des politiques publiques dans un contexte d'informalité Prof. Mohamed Ben Omar Ndiaye Prof. Um Ngouem Marie Thérèse Dr Yvette	17 Mars 2022	Autorités gouvernementales, secteur privé, société civile et universitaires		Les résultats issus du projet sont partagés avec toutes les parties prenantes

		<i>Doubogan Dr Flaubert Mbiekop</i>				
<i>Conseil Présidentiel sur l'emploi des jeunes au Sénégal</i>	<i>Invité intervenant</i>	<i>Emploie des jeunes au Sénégal Ahmadou Aly Mbaye</i>	<i>23 Avril 2021</i>	<i>Autorités gouvernementales, secteur privé, société civile et universitaires</i>	https://youtu.be/g7NavVSZ8qI	<i>Mise à disposition des résultats de la recherche issus du projet au service des décideurs (Ministère de la jeunesse et de l'emploi)</i>
<i>Commission « Recherche et Éthique » au niveau du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS)</i>	<i>Coordonnateur</i>	<i>Résilience du système de santé Pr. Ibrahima Seck</i>	<i>29 Avril 2020</i>	<i>Ministère de la santé</i>	<i>Note de service N°005133 du 29 avril 2020</i>	<i>Élaboration de protocole d'étude sur : 1. Étude des coûts de la prise en charge des patients de la COVID- 19 dans les Centres de Traitement des Épidémies au Sénégal 2. Conséquences de la COVID 19 sur la continuité des services dans le secteur de la santé et de l'action sociale</i>
<i>Réunions groupe thématique « Santé Publique, Nutrition et Gouvernance » de l'Observatoire Technique, scientifique et de l'innovation/DGRSI/MESRI</i>	<i>Modérateur du panel</i>	<i>Santé Publique, Nutrition et Gouvernance Pr. Ibrahima Seck</i>	<i>06 Mai 2020</i>	<i>Ministère de la santé et de l'action sociale, ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation</i>	https://eu.bbcollab.com/guest/50e0e0aed25b4f29a8d/a6f0572bt55f	<i>Meilleure connaissance de l'état actuel de la riposte, des défis et perspectives au Sénégal</i>
<i>Conférence Économique Internationale de Dakar (CEID)</i>	<i>Organisateur Intervenant</i>	<i>Améliorer le ciblage des politiques publiques pour l'emploi décent en Afrique francophone dans le cadre de la pandémie de COVID-19</i>	<i>03 mai 2023</i>	<i>Autorités gouvernementales, secteur privé, société civile et universitaires</i>		<i>forum pour faire le bilan de la pandémie</i>

		Pr. Mohamed Ben Omar Ndiaye				
--	--	-----------------------------------	--	--	--	--

c) Couverture médiatique et citations :

Veillez fournir des détails sur la principale couverture médiatique (radio, audiovisuel, télévision, presse écrite, etc.) de vos activités de recherche ou de vos résultats. Cela peut également inclure les références qui citent ou font référence à votre travail, y compris les discours, les déclarations publiques, les documents politiques et autres. Veillez indiquer la date, un lien si possible, le nom de la publication ou du document politique, ou l'occasion à laquelle le discours a été prononcé. Joignez une copie ou fournissez un lien vers la source si possible. Veillez ne pas compter votre propre site web. *Si vous souhaitez inclure les médias sociaux, veuillez le faire dans un tableau séparé.*

Type (radio, déclaration écrite, etc.)	Nom de la publication et canal de diffusion	Date	Portée (globale, régionale, nationale, locale)	Focus de l'article ou de la parution	Est-ce que le CRDI était mentionné	Lien (si disponible)
Intervention du Prof. Ahmadou Aly Mbaye à la TV nationale (RTS)		Mars 2021	Mondiale	<i>Conseil Présidentiel sur l'emploi des jeunes</i>	Oui	https://youtu.be/g7NavVSZ8qI
Podcast du Prof. Ahmadou Aly Mbaye avec l'université de Georgetown sur le sujet		16 Juillet 2021	Mondiale	<i>Emploi des jeunes</i>	Oui	https://crdi-cooperation.ucad.sn/index.php/evenements/actualite
Entretien du Prof Ibrahim Seck dans le Journal : le quotidien		12 Aout 2021	National	<i>Mesures de lutte contre la pandémie de COVID 19</i>		https://crdi-cooperation.ucad.sn/index.php/evenements/actualite

Entretien du Prof Ibrahim Seck dans le Journal : Observateur		Septembre 2021	National			https://crdi-cooperation.ucad.sn/index.php/evenements/actualite
« Site UCAD » La page facebook du projet Journal observateur Journal le Soleil DIRCOM (Direction de la Communication de l'UCAD)		30 juin 2021	Mondiale	LAPD/UCAD : Webinaire International sur « Ciblage des dépenses publiques et secteur informel en Afrique dans un contexte de crise sanitaire : défis et opportunités »	Oui	https://www.ucad.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=3798:2021-06-23-10-46-50&catid=136:communiqués&Itemid=315 https://web.facebook.com/Laboratoire-dAnalyse-des-Politiques-de-D%C3%A9veloppement-UCAD-104345498107712
« Site UCAD » Journal observateur Journal le Soleil DIRCOM (Direction de la Communication de l'UCAD)		08 octobre 2020	Mondiale	Atelier de lancement du Projet LAPD-UCAD-CRDI du : « Renforcement des politiques publiques pour les emplois décents en Afrique Francophone dans le contexte de la pandémie de COVID-19 : études de cas du Bénin, du Cameroun, du Maroc et du Sénégal ».	Oui	https://www.ucad.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=3551:atelier-de-lancement-du-projet-lapd-ucad-crdi&catid=136:communiqués&Itemid=315
Revue documentaire		12 Octobre	Mondiale	Colloque sur l'impact de la Covid-19 sur le	Oui	https://youtu.be/RZeiJ3fX99Y

				<i>secteur informel africain</i>		
Chaine Youtube UCAD/CRDI		Avril 2022	Mondiale	<i>Film documentaire sur l'impact de la pandémie de COVID-19 dans quelques pays africains</i>	Oui	https://youtu.be/2mcGz4KNv_E
Chaine Youtube UCAD/CRDI		2 mai 2023	Mondiale	<i>Panel sur L'université africaine face au défi de l'emploi des jeunes : entre l'enjeu des compétences et la réalité du marché de l'emploi</i>	Oui	https://youtu.be/hpSxtQ3Asps
Chaine YouTube RTS 1		01 mai 2023	Mondiale	<i>Cérémonie d'ouverture de la conférence économique internationale de Dakar</i>		https://www.youtube.com/watch?v=KvKiW-kTblw
Chaine YouTube RTS 1		01 mai 2023	Mondiale	<i>Reportage sur la conférence économique internationale de Dakar</i>		https://www.youtube.com/watch?v=q5k5Xf1wCmo

2. Le genre dans les activités d'engagement et de diffusion :

Comment votre projet a-t-il intégré des considérations de genre et d'inclusion dans les efforts d'engagement et de diffusion ? Les femmes et les membres de groupes marginalisés sont-ils engagés comme auteurs, conférenciers, etc. Veuillez commenter comment cela a changé au fil du temps. Avez-vous rencontré des difficultés à cet égard et que pourriez-vous faire différemment sur la base de ce que vous avez appris de CORE ?

Les femmes ont été impliquées dans la mise en œuvre de toutes les activités du projet ; leur participation était significative dans toutes les discussions et prises de décision.

Il est à noter que :

- La cheffe du projet était une femme jusqu'à sa disparition.
- Les différentes équipes du projet sont composées de beaucoup de femmes.
- L'équipe du Cameroun est coordonnée par une femme, la professeure UM Marie Thérèse Ngouem.
- Le projet comprend une spécialiste en analyse de genre, à savoir le Dr Yvette Doubougou de l'Université de Parakou.
- Lors de l'atelier de lancement du projet (8 octobre 2020), le Dr Patricia Mendjime, chef des équipes d'intervention rapide et d'investigation (RRT) dans la gestion de la pandémie de la Covid-19 au Cameroun, a fait une présentation.
- Lors du webinaire sur le ciblage des dépenses publiques et du secteur informel en Afrique dans un contexte de crise sanitaire : défis et opportunités (30 juin 2021), le Dr Nancy Benjamin de l'Université de Cape Town et le Dr Yvette Doubougou de l'Université de Parakou ont fait des présentations respectivement sur les "Conséquences et politiques pour l'économie informelle" et "Le genre à l'épreuve de la pandémie de COVID-19 en Afrique".
- Lors du colloque international sur la pandémie de Covid-19 et le secteur informel en Afrique : évaluation des répercussions et des politiques de riposte et de reprise (12 octobre 2021), Mme Malado Kaba, présidente du Comité de Pilotage et ancienne ministre de l'Économie et des Finances de la Guinée, ainsi que Mme Julie Crowley, directrice régionale pour l'Afrique centrale et de l'Ouest au Centre de Recherches pour le Développement International, ont prononcé des allocutions d'ouverture. Des présentations des résultats de recherche ont également été faites par la professeure UM Ngouem Marie Thérèse du Cameroun (Impact de la pandémie du COVID-19 sur le secteur informel au Cameroun), le Dr Nancy Benjamin de l'Université de Cape Town (Conséquences et politiques pour l'économie informelle) et le Dr Yvette Doubougou de l'Université de Parakou au Bénin (Le genre à l'épreuve de la pandémie de COVID-19 en Afrique).
- Les deux conférences économiques internationales de Dakar organisées dans le cadre du projet ont vu une participation active des femmes en tant que conférencières, panélistes, modératrices, etc.
- Le projet de recherche inclut également des étudiantes de divers niveaux universitaires à toutes les étapes du travail. Ces étudiantes ont participé à l'élaboration des questionnaires, à la formation, à la validation par les pré-enquêtes, à l'écriture des masques de saisie, à la saisie des données, à l'apurement des bases de données, ainsi qu'à l'exploitation et aux analyses.
- Des groupes de discussion ont été organisés avec des associations et des organisations de femmes du secteur informel. Ces entretiens ont permis d'identifier les défis auxquels les femmes sont confrontées en raison de la COVID-19, tant sur le plan personnel que professionnel. Ils ont également permis d'examiner comment la COVID-19 a redéfini les responsabilités

familiales et domestiques des femmes. Cela a permis de recueillir différentes perspectives sur les solutions possibles visant à atténuer les conséquences négatives.

3. Soutien à la mobilisation et la diffusion des connaissances :

La fonction de soutien à la mobilisation des connaissances fournie par l'*Institute of Development Studies (IDS)* vous a-t-elle aidé à établir des liens, à échanger des connaissances et à participer à des dialogues et des débats sur les politiques ? Quelles activités vous ont semblé les plus utiles ? Quelles suggestions avez-vous à faire pour améliorer ou cibler cette fonction de soutien et pour tirer parti des relations avec d'autres équipes de projet afin de renforcer la voix et le leadership du Sud ?

Les activités réalisées par l'*Institute of Development Studies (IDS)* se sont révélées extrêmement significatives. L'organisation d'un atelier à Dakar par IDS a permis à l'équipe du projet présente sur place d'élargir son réseau international en établissant des liens avec d'autres experts et institutions. En effet, cet atelier a accueilli la participation d'experts provenant de tous les continents. De plus, cet événement a favorisé le partage de connaissances, de ressources et de bonnes pratiques issues d'autres pays. Parmi les activités importantes de cet atelier figure notamment la tenue d'un panel de haut niveau portant sur l'impact économique de la pandémie de COVID-19, auquel ont participé des représentants du gouvernement, de la société civile, du CRDI et du monde universitaire. En parallèle, les webinaires organisés par IDS jouent un rôle essentiel dans l'amélioration des compétences en recherche, en analyse et communication des politiques.

Afin d'améliorer la fonction de soutien de l'IDS, il serait bénéfique de :

- Organiser des échanges et des visites entre les équipes de projet afin de favoriser la collaboration et l'échange d'expériences. Cette initiative permettra de partager les meilleures pratiques et d'apprendre les uns des autres, renforçant ainsi la voix et le leadership du Sud;
- Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation afin de mesurer l'impact du soutien apporté par IDS et la collaboration avec d'autres équipes de projet. Cette démarche permettra de déterminer ce qui fonctionne bien et ce qui peut être amélioré;
- Offrir des ressources et des opportunités de financement pour soutenir les initiatives et les activités qui renforcent la voix et le leadership du Sud. Cela permettra de mettre en œuvre des actions concrètes et d'avoir un impact plus important.

4. Activités prévues pour l'après-projet :

S'ils ne sont pas inclus ci-dessus, veuillez énumérer les principales activités de diffusion que votre équipe prévoit de réaliser dans les six prochains mois, au-delà de la durée du projet, y compris les dates prévues des événements et des publications.

Type d'activités (sortie/événement/conversation politique)	Échéancier estimé	Information additionnelle
Publication des working papers	Novembre 2023	<p>Les papiers suivants seront produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Covid-19 : Conséquences et politiques pour l'économie informelle; • L'entrepreneuriat social/la promotion des coopératives de salariés entrepreneurs (comme exemple de moyen de stratégie pour la promotion de l'emploi décent); • Impact des politiques sanitaires publiques à travers l'état des lieux de l'implication de la santé publique et du secteur informel face à la pandémie de la Covid-19; • Impact de la pandémie de la Covid-19 sur le secteur informel grâce à une analyse genre; • Efficacité des dépenses publiques dans les quatre (4) pays avant, pendant et après la pandémie de la Covid-19 • État des lieux à l'emploi/entrepreneuriat informel en Afrique de l'Ouest et du Nord.
Publication d'ouvrage	Novembre 2023	Un ouvrage collectif ou un numéro spécial d'une grande revue scientifique sera édité. Il présentera sous forme de chapitres ou d'articles scientifiques toutes les recherches réalisées ou commanditées dans le cadre du projet. Les textes seront publiés après un processus rigoureux d'évaluation par les pairs.
Policy briefs	Novembre 2023	Des Policy briefs

Section 4 : Section narrative

Dans cette section du rapport, vous pouvez discuter des détails des activités soutenues par le projet, en vous concentrant sur les résultats et les leçons tirées de l'expérience. Pour chaque question, veuillez examiner les répercussions de la pandémie de COVID-19 – qu'elles soient positives, négatives ou les deux – sur les plans de recherche et les stratégies d'adaptation utilisées. Veuillez également souligner la façon dont ces changements sont suivis et évalués à intervalles réguliers. Si votre projet est mené dans plusieurs pays, veuillez établir la différence sur le plan des répercussions dans tous les contextes.

1. Objectifs :

Le projet a-t-il atteint les objectifs initiaux ? Si non, pourquoi ? Quels objectifs ont été atteints ? Certains objectifs ont-ils changé ou évolué pendant la durée du projet ? Si oui, décrivez comment et pourquoi. Des objectifs nouveaux ou imprévus ont-ils émergé et le projet a-t-il pu les atteindre ?

Une modification a été notée dans le calendrier. En effet, le projet est réalisé par un consortium comprenant l'Observatoire de la Francophonie Économique (OFE) de l'Université de Montréal. Ce dernier était chargé des tâches liées à la formation des jeunes, à la diffusion des travaux, à la mobilisation des partenaires de différents domaines et à la communication sur le projet. Plus précisément, l'Université de Montréal devait accomplir les activités suivantes :

- L'organisation de deux conférences internationales sur la Francophonie économique de l'OFE;
- La prise en charge de participants au programme Formation à la Recherche pour Jeunes Économistes Francophones (FORJE) de l'OFE;
- La publication d'un ouvrage sur la thématique du projet;
- La diffusion des travaux et des résultats du projet sous forme de rapports et de documents de recherche;
- La communication sur le projet en utilisant sa page Web, sa liste de diffusion et les réseaux sociaux;
- La réalisation de capsules vidéo qui seront mises en ligne sur le site de l'OFE et sur YouTube;

Parmi les activités listées ci-dessus, l'université de Montréal a réalisé :

- La 3^{ième} édition du programme FORJE. L'UCAD a accueilli dans ses structures et formé 10 participants à cette édition, soit la moitié de la cohorte;

- L'organisation en étroite collaboration avec l'UCAD, la 3^{ième} Conférence Internationale sur la Francophonie Économique. L'UCAD a accueilli la conférence du 16 au 18 Mars 2022.

Considérant que l'accord avec l'UCAD et l'université de Montréal, ainsi que le projet UCAD-CRDI, ont pris fin le 31 janvier 2023, certaines tâches convenues avec l'université de Montréal n'ont pas été effectuées (formation des jeunes doctorants, organisation de la Conférence Internationale, publication d'un ouvrage collectif, communication sur le projet). C'est pourquoi l'UCAD a proposé au CRDI de prendre en charge directement les tâches restantes de l'accord précédent avec l'université de Montréal, ainsi qu'une prolongation de six (6) mois pour la réalisation du projet, jusqu'au 31 juillet 2023, afin de mener à bien les activités restantes. Le CRDI a accepté cette proposition.

Durant cette période de six mois de prolongation, l'UCAD a mené à bien les activités restantes du projet, y compris celles qui étaient initialement prévues pour l'université de Montréal. Ces activités comprennent :

- **La formation des jeunes doctorants à travers le Programme de mobilité internationale pour les jeunes doctorant(e)s en sciences économiques** : Huit jeunes doctorant(e)s, provenant de sept pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Maroc, Sénégal, Togo), ont été sélectionnés pour participer à ce programme. Parmi eux, six étudiants ont séjourné à l'UCAD et deux au Maroc, à l'université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès, de mars à juin 2023. Pour plus d'informations sur les étudiants ayant pris part à cette formation, veuillez consulter le site suivant : <https://crdi-cooperation.ucad.sn/index.php/evenements/appel-a-candidatures/participants> . Chaque étudiant a eu l'opportunité de rédiger un article sous la supervision des professeurs de l'UCAD et de l'université Sidi Mohamed Ben Abdellah, lequel a été présenté lors de la Conférence économique internationale de Dakar en mai 2023.
- **La Conférence Économique Internationale de Dakar** : elle s'est tenue les mardi 2 et mercredi 3 mai 2023 à l'UCAD 2, sur l'initiative de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar en collaboration avec le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), dans le cadre du projet "Renforcement des politiques publiques pour les emplois décents en Afrique francophone dans le contexte de la COVID-19". Vous pouvez trouver plus d'informations à ce sujet. L'objectif de cette conférence était de discuter des principaux piliers permettant de construire une économie plus résiliente face à des chocs aussi graves que celui causé par la COVID-19. Cinquante-neuf communications ont été présentées lors de la conférence, en plus des tables rondes et des conférences en plénière. Ces communications sont publiées dans les actes de la Conférence Économique Internationale

de Dakar, disponibles sur le lien suivant : https://ceid2023.ucad.sn/actes_ceid. Les informations ainsi que les vidéos de la conférence sont disponibles sur le lien suivant : <https://projetinformel-covid19.ucad.sn/> ;

- **La soumission des rapports finals par les équipes du Bénin, Cameroun, Maroc et Sénégal** : Ces rapports sont disponibles au niveau du site : <https://projetinformel-covid19.ucad.sn/> ;
- **Les ateliers de diffusion des résultats du projet** : Ces ateliers ont été organisés dans chaque pays avec la participation des acteurs du secteur informel et des représentants des gouvernements. Le premier atelier s'est tenu au Cameroun le 11 avril 2023, suivi du Bénin le 13 avril 2023 et du Maroc le 19 avril 2023. L'atelier au Sénégal a été organisé le 1er août 2023. Les photos de ces ateliers sont disponibles au niveau du site : <https://projetinformel-covid19.ucad.sn/>
- **L'atelier d'échange sur la publication du livre sur le projet** : Cet atelier avait pour but de discuter d'une stratégie pour mettre en œuvre les notes conceptuelles du projet (au niveau des pays concernés) et pour rédiger des études de cas au niveau national en vue de l'élaboration et de la publication d'un livre. La méthodologie de rédaction a été approuvée par les équipes des pays et les consultants responsables des notes conceptuelles. Des réunions régulières sont organisées pour assurer le suivi des travaux qui progressent bien. Le livre est prévu d'être publié en novembre.

2. Méthodologie :

Les méthodologies de recherche et les techniques analytiques ont-elles été mises en œuvre comme prévu ? Si ce n'est pas le cas, décrivez les changements, adaptations ou innovations, notamment suite à la levée des restrictions liées au COVID. Expliquez comment vous avez relevé les défis et pourquoi vous avez apporté des changements. Soulignez toute innovation notable.

Nous avons initialement prévu de nous appuyer sur la méthode de la Banque mondiale afin de bénéficier d'une base de données utilisant la même méthodologie mais sur un nombre plus étendu de pays. Cependant, au fur et à mesure du processus, nous avons dû adapter notre approche méthodologique car il était devenu évident que notre plan d'échantillonnage était plus solide que celui suggéré par la Banque mondiale.

3. Résultats de la recherche :

Décrivez les principales conclusions et les résultats de votre recherche. En quoi ont-ils été utiles ou novateurs ? Soulignez l'importance de ces résultats en ce qui concerne l'élargissement de la base de connaissances existante et/ou l'élaboration de politiques relatives à la réponse et au rétablissement de COVID-19, ainsi que la préparation aux crises futures.

Les principaux résultats obtenus sont les suivants :

1. Analyse des entreprises informelles face à la pandémie de la Covid-19: impact de la covid-19 sur le secteur informel

Bénin

- La crise de la Covid-19 a principalement entraîné une diminution des activités dans le secteur des services. De plus, elle a entraîné une perte de 360 000 à 620 000 emplois, principalement dans les secteurs du transport (18%), de l'hôtellerie et du tourisme (20%) ainsi que dans le secteur commercial (34%). Cette situation a conduit à une diminution des revenus des ménages et a accentué leur vulnérabilité. Selon une enquête nationale réalisée en 2020, le secteur informel a été particulièrement touché par la crise, car il représente 90% des entreprises au Bénin;
- La crise de la Covid-19 a eu un impact important sur plusieurs dimensions des entreprises informelles, telles que leur capacité de production, leur gestion, leur trésorerie, leur approvisionnement en matières premières, leur organisation du travail, la demande insuffisante de produits-marchés et leur accès aux marchés. En effet, elle a provoqué une baisse considérable des activités, de la production et de la productivité pour la majorité de ces entreprises. Plus d'un tiers d'entre elles ont même enregistré une chute de plus de 50% de leurs activités;
- Durant la période de la Covid-19, plus de la moitié (51,8%) des unités de production informelles ont rencontré des problèmes d'approvisionnement en facteurs de production (52%) ou en intrants (60,6%). De plus, une unité de production informelle sur cinq a dû mettre en place des systèmes de travail flexibles, tels que des réunions téléphoniques ou du télétravail. Certaines unités (15,5%) ont été contraintes de fermer certains points de vente, tandis que d'autres (29,6%) ont modifié leurs horaires

de travail pour faire face à la crise de la Covid-19. L'accès au marché s'est avéré être l'un des principaux défis pour les unités de production informelles, avec environ 55,5% d'entre elles éprouvant des difficultés à y accéder;

Cameroun

- L'impact direct sur la santé semble avoir été négligeable car seuls 4,34% des UPI ont signalé des cas de contamination parmi leur personnel. Parmi les UPI ayant répondu à cette question, 95,66% affirment n'avoir enregistré aucun cas de COVID-19 en interne. L'impact économique, quant à lui, semble avoir été variable d'une UPI à l'autre. Dans certains cas, il a été significatif, alors que dans d'autres, il a été moindre voire inexistant. En effet, 46,27% des UPI ont connu une baisse de leur chiffre d'affaires suite à l'apparition de la COVID-19, tandis que 20,65% affirment avoir augmenté leurs ventes. Pour 33,08% des personnes interrogées, la pandémie n'a eu aucun effet sur leur activité commerciale;
- En général, la pandémie a eu des conséquences économiques plus importantes que sanitaires sur les UPI. Les contaminations ont été négligeables. En revanche, le chiffre d'affaires a connu une baisse significative, ce qui a également affecté la marge bénéficiaire. En 2020, 28,79% des UPI ont fermé temporairement;
- La Covid-19 a également impacté les zones rurales. En effet, les fournisseurs de produits locaux, qui proviennent principalement des zones rurales, ont rencontré des difficultés pour écouler leur production en raison de la fermeture des routes pendant le confinement et de l'augmentation des coûts de transport qui a suivi. Ces difficultés ont entraîné des pertes de production dues aux contraintes de conservation des denrées périssables. 41,05% des UPI ont perdu des fournisseurs et 61,69% des UPI de l'échantillon reconnaissent avoir perdu des clients;
- La crise de la COVID 19 a eu un impact positif sur la souscription d'assurances par les UPI. En effet, la pandémie a incité 18,18% d'entre elles à souscrire une assurance. Cependant, l'engouement reste faible.

Sénégal

- Le 20 octobre 2022, le Sénégal recensait officiellement 88 679 cas de contamination à la Covid-19 et 1 968 décès (soit 2,1 %) depuis le début de la pandémie. La pandémie de la Covid-19 a touché quasiment tous les secteurs de l'économie sénégalaise à

des degrés différents. Le secteur des services semble être le plus impacté, suivi par le commerce, le transport, l'industrie et l'artisanat. Il convient de noter que le secteur informel est très représentatif dans ces secteurs touchés. Les conséquences de la pandémie se sont fait ressentir sur différents aspects. Par exemple, dans le secteur du transport, l'impact le plus visible était l'interdiction des trajets interurbains et ses répercussions sur les autres secteurs. Ces répercussions étaient encore plus marquées dans le secteur informel, notamment sur le marché du travail (les vendeurs ambulants ne parvenaient plus à vendre, les restaurants étaient désertés par crainte de contracter la maladie), ainsi qu'en terme de pouvoir d'achat (une baisse significative due à la diminution des flux commerciaux, des problèmes de trésorerie, une réduction voire une interruption des activités et un changement des habitudes de consommation);

- Durant toute la pandémie, l'urgence sanitaire a prévalu sur l'urgence économique, entraînant ainsi une contraction de l'activité économique. Ainsi, les instaurations de couvre-feux et de fermetures de marchés ont entraîné une forte diminution des revenus des travailleurs informels, ce qui a eu pour conséquence la fermeture temporaire de nombreux établissements (43,21%), une réduction du nombre total d'heures de travail hebdomadaires (68,18%), des difficultés dans l'écoulement de la production (56,92%) ainsi qu'un accès limité au financement (22,03%). Par ailleurs, il convient de souligner que la production a été fortement réduite (78,53%) et qu'il y a eu un manque de liquidité ou de financement (52,45%) en raison des mesures d'atténuation prises par le gouvernement sénégalais;
- Les enquêtes confirment également que les travailleurs informels bénéficient d'une faible protection sociale en raison d'un manque d'information, de limitations dans l'offre de couverture sociale, de la complexité des prises en charge et des formalités d'inscription.

Maroc

- Durant le confinement, les quintiles modestes de la population ont été les plus touchés. Cela s'est manifesté par une diminution des chances de maintenir une activité et un revenu, ainsi que par une réduction des aides accordées par l'État en raison du confinement. De plus, les plus démunis ont eu moins accès aux soins et à l'enseignement à distance mis en place pendant le confinement. Les difficultés rencontrées par leurs enfants sont dues à un manque d'outils pédagogiques ainsi qu'à des ressources limitées pour les accompagner;

- Parmi les faits marquants des données recueillies, il a été observé que la capacité à retrouver un emploi à la fin du confinement était moins élevée pour la plupart des travailleurs. Les données d'une enquête réalisée par la Banque Mondiale auprès des entreprises ont confirmé leur plus grande précarité sur le marché du travail. Cette situation d'instabilité contribue à expliquer pourquoi les travailleurs sont relativement plus nombreux à déclarer avoir souffert du poids des contraintes financières;
- Enfin, d'autres aspects de l'enquête montrent que les disparités croissantes ont entraîné une augmentation de l'anxiété et des troubles psychologiques chez les travailleurs.

2. Analyse des mécanismes de mise en œuvre des programmes d'appui aux activités informelles pour faire face à la Covid-19 **Bénin**

- Le gouvernement a mis en place plusieurs mesures restrictives qui ont impacté les déplacements et les activités sociales et économiques, notamment un plan d'urgence sanitaire et un plan national de riposte pour soutenir l'activité économique;
- Le plan d'urgence sanitaire a permis de prendre les premières mesures sanitaires telles que : limiter les entrées et les sorties du territoire, mettre en quarantaine les voyageurs en provenance des pays à risque, restreindre la délivrance de visas d'entrée au Bénin, suspendre les manifestations et événements non essentiels, fermer les écoles, les mosquées, les églises et les autres lieux de culte. Ensuite, des mesures de distanciation sociale (au minimum 1 mètre) ont été mises en place dans les lieux publics, les transports en commun, les commerces et les institutions publiques et privées;
- Parallèlement à la mise en place du cordon sanitaire, le gouvernement béninois a rendu obligatoire le port du masque dans tous les lieux, le lavage régulier des mains avec de l'eau et du savon, le respect d'une distance de sécurité d'au moins un mètre entre les personnes, etc.;
- Le plan national de riposte visait à soutenir l'activité économique et les acteurs les plus touchés par la crise. Des mesures ciblées ont été mises en place dans les secteurs affectés, tels que l'agriculture, le tourisme et l'hôtellerie, les transports, la restauration, la culture et le divertissement, les services artisanaux et les petits métiers (coiffeurs, couturiers, soudeurs, menuisiers, petites vendeuses, etc.).

Cameroun

- Les mesures de riposte les plus significatives ont été l'octroi de subventions, la distribution de masques, la distribution de savons, le report du paiement des impôts, la distribution de nourriture et l'octroi d'aides diverses;
- Parmi les mesures générales anti-Covid prises par le gouvernement, le déconfinement est cité en premier avec 33% des répondants. La vaccination gratuite contre la Covid-19 est quant à elle mentionnée par 7% des personnes interrogées;
- En ce qui concerne l'aspect économique, le soutien direct apporté par les autorités publiques aux personnes à faibles revenus semble avoir été négligeable. En effet, 99,36% des personnes ayant répondu déclarent n'avoir reçu aucun soutien de la part du gouvernement national ou local pendant la pandémie, en ce qui concerne les mesures de riposte et de relance. Globalement, la majorité des personnes à faibles revenus n'a pas encore pu bénéficier des efforts importants déployés par les autorités publiques pour atténuer les effets néfastes de la maladie sur les activités du secteur informel. En ce qui concerne les mesures de riposte et de relance prises par le gouvernement et dont les personnes à faibles revenus ont bénéficié, la gratuité du loyer, de l'eau ou de l'électricité arrive en tête du classement avec 25% de mentions, suivie de la distribution de matières premières aux entreprises avec 23% et de la réduction du coût d'accès à internet avec 19%. En réalité, ces mesures restent marginales et concernent moins de 1% des personnes à faibles revenus rencontrées.

Sénégal

- Un plan de contingence a été mis en place afin d'endiguer la propagation du COVID-19 au sein de la population. Ce plan comprend notamment le confinement, l'interdiction des rassemblements et des manifestations religieuses, la fermeture des écoles et des universités, le contrôle aux points d'entrée, la distanciation physique, etc. De plus, des centres de traitement épidémiques ont été créés et un comité national de gestion des épidémies a été décentralisé jusqu'au niveau des départements. Le Centre des Opérations d'urgence sanitaire a été désigné comme gestionnaire des incidents, et des mesures de vaccination ont été mises en place;
- Un Fonds de Riposte contre les Effets de la Covid-19, appelé FORCE-COVID-19, a été créé pour financer les dépenses liées à ce programme. D'un montant de mille (1000) milliards de FCFA, ce fonds est alimenté par des contributions de l'État, du secteur privé et des partenaires au développement. Un Comité de pilotage, composé de représentants de l'État, de l'Assemblée nationale, de toutes les sensibilités politiques confondues, et de la société civile, a été mis en place le 29 avril 2020 afin

d'assurer la transparence et la bonne gouvernance du Fonds Force-Covid-19. Grâce à ce fonds, des mesures économiques et sociales ont pu être mises en œuvre;

- Malheureusement, en ce qui concerne les mesures de remise partielle de la dette fiscale, l'extension de la TVA suspendue et les exonérations fiscales, les caractéristiques de l'économie informelle réduisent les possibilités de bénéficier de ces avantages. En effet, le manque de reconnaissance légale des activités et des emplois, ainsi que l'accès très limité aux structures financières, limitent l'attribution de fonds de soutien pour les besoins de trésorerie, les allègements fiscaux, les nouvelles lignes de crédit et les subventions aux seules entreprises et travailleurs formels. En ce qui concerne les mesures sociales, de nombreux ménages du secteur informel affirment ne pas avoir bénéficié du programme de distribution des denrées alimentaires.

Maroc

- Face aux pertes d'emploi et de revenus ainsi qu'aux contraintes financières et aux risques sociaux qui en découlent, les autorités publiques ont mis en place des dispositifs d'aide pendant le confinement;
- En réalité, la nature des aides accordées aux ménages et les modalités de leur attribution ont connu un biais genré défavorable aux femmes. En effet, il a été décidé d'octroyer une aide de 2000 MAD (187 euros) aux employés affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), ce qui concerne les salariés déclarés dans le secteur formel. D'autres aides spécifiques, variant entre 800 MAD et 1200 MAD (75 à 110 euros), ont été allouées aux personnes exerçant des métiers dans le secteur non structuré ou informel ainsi qu'aux indépendants qui ne bénéficient pas de couverture sociale (sans numéro CNSS). Le ciblage de ces individus a été basé sur leur affiliation au Régime d'Assistance Médicale pour les Économiquement Démunis (RAMED). Cependant, étant donné que les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à exercer des activités informelles, elles ont perçu les montants d'aide les plus faibles;
- Par conséquent, leur accès plus limité aux aides publiques destinées à compenser la perte d'activité et de revenus a eu pour conséquence qu'elles ont dû compter davantage sur les transferts familiaux, qui sont plus aléatoires, ce qui reflète un autre aspect de leur plus grande précarité;
- Suite à différentes observations, il a été établi que les aides ont été distribuées de manière inégale (tous les profils n'ont pas reçu des montants équivalents). De plus, elles ont accentué les inégalités, car les personnes moins défavorisées ont bénéficié d'aides proportionnellement plus importantes.

3. Recommandations pour un meilleur ciblage des politiques publiques

Bénin

- Mettre en œuvre un plan de recensement des Unions de Production et d'Initiative (UPI) qui n'ont pas bénéficié des mesures de relance de l'État ;
- Faciliter l'accès de ces unités aux financements en mettant en place des politiques de bonification des taux d'intérêt ;
- Simplifier la procédure de formalisation des UPI ;
- Accompagner les UPI dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;
- Aider les UPI à se restructurer afin de favoriser leur redressement et leur résilience face à ces types de crises ;
- Créer un fonds de solidarité pour couvrir les catastrophes (épidémies, pandémies, sécheresses, etc.) non pris en charge par l'assurance.

Cameroun

- **Actions directes:**
 - Étendre les lignes de crédit actuellement réservées au secteur formel aux Unités de Production Informelles (UPI) en trouvant un moyen de les rendre éligibles à ces financements.
- **Actions indirectes:**
 - Actualiser la cartographie des métiers du secteur informel, organiser les métiers en Chambres de métiers et identifier le profil des acteurs dans chaque groupe.
 - Organiser les métiers en Chambres de métiers, avec l'appui technique et financier des partenaires privés, en tant qu'option ou processus évolutif pour les Très Petites Entreprises (TPE), et non pas dans le but de systématiser la formalisation ou d'en faire une préoccupation majeure ou une condition préalable, afin d'inciter ces entreprises à mettre en place un système adapté d'assurance maladie, d'assurance vie et d'assurance retraite grâce à des cotisations hebdomadaires, mensuelles ou annuelles organisées et sécurisées par les acteurs eux-mêmes.
 - Appuyer l'élaboration d'une niche de besoins qui facilitera la visibilité de chaque métier, du profil des acteurs, de leurs attentes, de leurs capacités et de leurs perspectives.

- Élaborer un cadre réglementaire comprenant diverses formes d'accompagnement, tels que des conseils, des formations certifiantes et personnalisées, des séminaires de recyclage, ainsi que des concours pour récompenser les meilleurs projets innovants;
- Mettre en place des mécanismes de financement alternatifs complémentaires, garantis par les Chambres de métiers, qui agiront comme des cautions mutuelles pour des activités ou des projets considérés comme prometteurs;
- Créer des incitations financières et non financières afin de favoriser une plus grande intégration en amont et en aval d'autres professions complémentaires. Cette approche permettrait aux UPI d'accélérer la croissance économique locale, la transformation des produits nationaux sur place et de créer les conditions nécessaires à l'industrialisation, en développant des liens fonctionnels mutuellement bénéfiques avec d'autres UPI et avec les grandes entreprises, qui sont des partenaires privilégiés.

Sénégal

- Développer une stratégie de formalisation : les conséquences économiques de la pandémie sur l'économie informelle ont démontré l'importance de formaliser, réorganiser et valoriser cette activité. Ainsi, il est nécessaire de concentrer les efforts sur la promotion de son enregistrement, sa structuration et sa reconnaissance, ainsi que sur l'extension effective de la protection sociale et, à court terme, l'accès à l'aide sociale;
- Identifier, cartographier et atteindre les acteurs du secteur informel constitue un défi en raison de leur caractère informel. La pandémie de Covid 19 a mis en évidence la nécessité de mettre en place un système de données des travailleurs informels afin de mieux les identifier et de les accompagner;
- Développer des politiques de relance en faveur de l'économie informelle nécessite des actions coordonnées et concertées, ainsi que la mise en place d'un mécanisme de coordination disposant d'une forte légitimité politique;
- Mettre en place un système de protection sociale en faveur des travailleurs informels. La couverture sociale des travailleurs de l'économie informelle (assurance sociale ou aide sociale destinée aux plus vulnérables) reste limitée, et les mesures de chômage technique adoptées en réponse à la crise ne concernent pas les travailleurs informels;
- Faciliter l'accès au crédit pour les entreprises informelles. Ces prêts peuvent prendre différentes formes, telles que des fonds mis à leur disposition, des facilités accordées par les institutions de microfinance et un accompagnement pour l'identification de l'activité et des travailleurs ainsi que pour l'engagement vers la formalisation.

Maroc

- Accroître les contrôles des unités de production formelles, pour assurer que tous les salariés sont convenablement déclarés pour bénéficier des droits prévus par la législation du travail et améliorer ainsi la qualité de leur emploi;
- Pour les unités de production informelles, inciter les moins informelles parmi elles à se formaliser. Par exemple en leur réservant une part des marchés publics, réalisés au niveau local notamment;
- Informer et sensibiliser les autorités communales, plus proches des unités de production et donc plus à même : a) d'établir les diagnostics et b) d'adapter les conseils, les soutiens ... tantôt aux gestionnaires des unités de production (formelles et informelles), tantôt aux salariés (formations complémentaires par exemple).

4. Le contexte de la COVID-19 :

Comment l'évolution de la pandémie COVID-19 a-t-elle influencé les plans de recherche et d'engagement au fil des ans (positivement, négativement, ou les deux) ? Quels sont les principaux défis et opportunités, ainsi que les fenêtres politiques que la pandémie a créées ? Veuillez décrire les stratégies d'adaptation employées et leur évolution dans le temps.

La pandémie a impacté négativement sur nos plans de recherche et de mission. En effet, le calendrier a été réaménagé de quelques semaines, à la suite de cette situation sanitaire.

Le principal défi était de respecter les délais sans compromettre la qualité des livrables. A cela s'ajoute :

- Le fait de transcender le blocage matériel et psychologique lié à la pandémie par la systématisation du distanciel et du recours au numérique pour maintenir la dynamique des échanges, de la recherche;
- La poursuite et l'approfondissement de la réflexion en vue de résultats pertinents qui ont abouti à l'opérationnalisation des propositions de solutions;
- Compte tenu du déni et de la stigmatisation liée à la pandémie, il a été constitué un échantillon représentatif de personnes disposées à rendre compte des faits, sans biais, (exposition ou non à la pandémie, solutions adoptées, influence sur les activités etc.) par le recours aux focus groupes qui ont permis de créer la confiance et d'obtenir des personnes concernées le pouvoir de s'exprimer plus librement;

- Le fait de minimiser les risques de biais avec les données et à employer davantage que d'habitude les complémentarités entre outils quantitatifs et qualitatifs.

L'ampleur et la rapide diffusion de la crise avec ses répercussions sur les secteurs de la production réelle ont ouvert de nouveaux champs de recherche sur les effets néfastes de la mondialisation et de la globalisation. Cette pandémie a alors permis d'ouvrir des travaux de recherche sur l'impact de la COVID-19 et des mesures de ripostes sur les économies et les acteurs vulnérables. Cependant, l'absence de données dans les pays en développement n'a pas permis de conduire la majorité des projets de recherche et aussi les mesures restrictives de regroupement et de limitations de mouvements ont ralenti les projets de collecte de données. Une des stratégies d'adaptation est l'utilisation de l'e-enquête. La pandémie a aussi mis un terme à des projets de recherche.

Notons que la pandémie de COVID-19 a entraîné pendant un moment la fermeture des universités et donc des laboratoires et centres de recherche. Il est à noter que la pandémie a permis l'intensification des réunions de travail virtuelles, ce qui a permis de pouvoir travailler sur des aspects du projet sans se voir physiquement.

Aussi, les mesures en vigueur ont été respectées dans la conduite des travaux de terrain ainsi que l'organisation des focus group. Tous les superviseurs des travaux d'enquêtes ont été vaccinés contre la COVID-19. Des kits de gels hydro-alcooliques et de masques ont été distribués à tous les enquêteurs avec la forte recommandation de respecter les mesures de distanciation sociale en vigueur.

Les autres stratégies d'adaptation employées se situaient en amont lors de la conception des outils et lors de l'exploitation des données. Par exemple pour le cas du Maroc, l'accès aux données de l'institut national de statistique qui avait réalisé deux enquêtes en Avril 2020 et en Juin 2020 (pendant la pandémie et à la sortie) auprès des ménages et des entreprises a été négocié.

5. Le genre¹ dans la recherche :

Comment votre projet a-t-il intégré des considérations de genre et d'inclusion dans les activités de recherche et de diffusion ? Dans quelle mesure votre recherche a-t-elle identifié les besoins différenciés des femmes et des groupes marginalisés² ? Veuillez commenter comment cela a évolué dans le temps.

¹ Veuillez-vous référer à l'annexe 1 pour les définitions des principaux termes.

² Nous reconnaissons que la référence aux "femmes et aux groupes marginalisés" est une simplification excessive et nous vous encourageons à intégrer dans votre réponse des réflexions sur l'intersectionnalité, les inégalités structurelles, les relations de pouvoir, etc.

La démarche méthodologique de la dimension socio-anthropologique et de l'analyse de genre repose sur une approche participative, inclusive, communautaire et institutionnelle qui accorde une grande importance à prendre en compte les différents acteurs aux niveaux macro, méso et micro. Cette approche repose sur l'utilisation combinée de méthodes qualitatives et quantitatives. Afin de mieux comprendre l'impact social et économique du COVID-19 ainsi que les mesures de prévention prises auprès de la population du Bénin, du Sénégal, du Cameroun et du Maroc, nous avons utilisé divers outils tels que des questionnaires d'enquête, des guides d'entretiens et des grilles d'observation.

La dimension socio-anthropologique et l'analyse de genre sont prises en compte à toutes les étapes de collecte et d'analyse des données. Le questionnaire et le guide d'entretien incluent la considération des différences entre les sexes et l'inclusion, et les analyses mettent en évidence ces aspects. De plus, l'échantillon sélectionné tient compte de la proportion de jeunes et de femmes dans la population des zones ciblées par le projet, et des analyses spécifiques sont réalisées pour ces groupes cibles.

6. Le contrôle de la qualité :

Quels mécanismes le projet a-t-il mis en place pour assurer la qualité et la rigueur des résultats de la recherche ?

Pour garantir la qualité et la rigueur des résultats de la recherche, le projet a mis en place plusieurs mécanismes.

- Tout d'abord, la constitution d'un comité de pilotage présidé par Mme Malado Kaba, Ancienne Ministre de l'Économie et des Finances de la Guinée. Ce comité examine les résultats de la recherche, qui sont ensuite soumis à une évaluation externe avant d'être validés et diffusés. Le comité valide également les orientations générales des différentes étapes de la recherche avant leur mise en œuvre;
- Ensuite, le projet collabore avec l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) ainsi qu'avec l'institut national de la statistique de chaque pays partenaire pour mettre en place la base de sondage et établir le protocole d'enquête sous COVID-19. Les enquêteurs sont formés par des experts de ces instituts afin d'assurer une collecte de données de meilleure qualité;

- Le ministre en charge du commerce et des PME de chaque pays est également impliqué dans le processus de diffusion des résultats. Les ministères du commerce participent à la dissémination des résultats au niveau des pays;
- L'équipe en charge de la réponse COVID-19 de chaque pays partenaire est également impliquée afin de mieux comprendre ce projet et ses implications;
- Des chercheurs internationaux, notamment de l'Université de Montréal, de l'Université de Virginie, de l'Université de Georgetown, et d'autres institutions partenaires, ont été impliqués dans l'évaluation de la qualité des papiers et des rapports lors d'ateliers de restitution;
- Le Conseil Africain et Malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES) est impliqué dans la publication des articles découlant du projet, qui sont soumis à leur journal;
- Des ateliers régionaux et nationaux ont été organisés entre toutes les équipes et au sein de chaque équipe de recherche afin que tous les acteurs impliqués comprennent les objectifs de la recherche et puissent la mener de manière qualitative;
- En ce qui concerne la conception des outils, un travail étape par étape a été adopté : une revue exhaustive de la littérature, la rédaction de versions provisoires des questionnaires, la formation des enquêteurs (et, si nécessaire, la reformulation et l'adaptation des questions), puis des interviews qualitatives pour valider et améliorer les versions obtenues grâce aux retours du terrain;
- Pour l'administration des questionnaires, des méthodes d'échantillonnage adéquates ont été utilisées, telles que l'échantillonnage aléatoire stratifié;
- En ce qui concerne les résultats, il a été vérifié que les tendances observées sont conformes, pour certaines variables clés, aux conclusions d'études menées à l'échelle nationale;

- Concernant les publications, un Collaborateur international a été recruté pour co-diriger les publications avec le Professeur Ahmadou Aly Mbaye et assisté par Professeur Mohamed Ben Omar Ndiaye, Dr Assane Bèye et Dr Khady Yama Sarr dans la gestion des publications scientifiques;

7. Leçons apprises :

Veillez partager toute leçon tirée du processus de recherche qui pourrait éclairer votre travail futur. Incluez toutes les leçons qui sont pertinentes pour les projets et initiatives actuels ou futurs, comme d'autres projets CORE, ou l'initiative CORE dans son ensemble.

- Cultiver et entretenir une approche rigoureuse de consolidation des acquis dans l'identification des besoins, la formulation et la mise en œuvre du projet ;
- Anticiper sur des mécanismes d'adaptation et de résilience pour faire face aux chocs dans les documents du projet.
- Renforcer le dispositif de suivi et évaluation du projet;
- Renforcer le partage d'expériences entre les équipes des différents pays concernés par le Projet, la coordination, la fluidité dans la communication, les multiples échanges sur les aspects majeurs dont la confection du questionnaire, du guide d'entretien, du plan de rédaction du rapport, etc.;
- Renforcer la collaboration étroite entre les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des politiques publiques pour l'emploi décent. Une coordination efficace et une communication régulière sont essentielles pour optimiser les résultats et éviter les duplications.

8. Programme de recherche futur :

Veillez faire part des principales questions de recherche et/ou des futurs programmes de recherche identifiés à partir des résultats et des enseignements de ce projet. Veillez également indiquer si des activités seront poursuivies au-delà du financement du CRDI grâce à d'autres partenaires ou sources de financement.

Les principales questions de recherche identifiées à partir des résultats et des enseignements du projet sont :

- Quels mécanismes de protection sociale et de garantie de revenu sont nécessaires pour assurer un emploi décent et une protection sociale adéquate aux travailleurs en Afrique francophone après la pandémie de la COVID-19 ?

- Quels sont les effets à long terme de la pandémie de la COVID-19 sur le marché du travail en Afrique francophone ? Quelles sont les perspectives pour la reprise économique et la création d'emplois décents post-pandémie ?
- Comment les politiques publiques peuvent-elles être adaptées, dans le contexte post-pandémie, pour répondre aux défis spécifiques des femmes en Afrique francophone et promouvoir leur emploi?
- Quels sont les mécanismes et les meilleures stratégies de ciblage de politiques publiques qui permettent d'anticiper les crises ou phénomènes similaires à la COVID-19, et de résilience?

Section 5 : Considérations relatives à la gestion du projet

Veillez partager des informations et signaler toute préoccupation à laquelle l'équipe du projet a pu être confrontée et pour laquelle elle a pu avoir besoin du soutien du CRDI. Veillez ne remplir que les sections pertinentes.

1. Principaux défis rencontrés :

Le projet a-t-il été confronté à l'un des défis suivants ? Quelles ont été vos stratégies d'adaptation ? En plus de ceux qui sont énumérés, vous pouvez inclure les défis administratifs, financiers ou bureaucratiques, les changements dans l'espace politique/politique, les retards inattendus, l'impact des fluctuations du taux de change, le roulement du personnel, ou noter tout soutien à l'application des connaissances et aux capacités en matière de genre dont vous avez besoin. Veillez décrire comment vous avez relevé ces défis et indiquer tout soutien spécifique dont vous avez besoin de la part du CRDI.

Défis rencontrés	Actions entreprises (stratégies d'adaptation)	Meilleures pratiques / leçons apprises	Appui requis du CRDI
Changements dans les contextes socioéconomiques, politiques ou de sécurité	Les activités du projet ont été modulées pour s'adapter aux différentes restrictions liées à la Covid-19.	La flexibilité dans la gestion des projets complexes permet de mettre le focus sur les objectifs.	Une flexibilité dans la soumission de certains rapports.

Changements dans la conception ou la mise en œuvre du projet	Changement d'approche dans la stratégie d'échantillonnage	La méthode proposée par le projet est plus robuste que celle de la Banque Mondiale qu'on avait envisagé d'utiliser	Autorisation pour opérer le changement souhaité
--	---	--	---

2. L'éthique de la recherche :

Comment le projet a-t-il appliqué les protocoles et les directives d'éthique de la recherche ? Quels défis éthiques le projet a-t-il rencontré au fil du temps (le cas échéant) ? Comment ont-ils été gérés ?

- Avant de débiter les enquêtes, nous avons obtenu le consentement éclairé des participants. Il leur a été clairement expliqué l'objectif de la recherche, les procédures impliquées, ainsi que les bénéfices et les risques potentiels. De plus, ils ont été informés qu'ils avaient le droit de refuser de participer ou de se retirer à tout moment;
- Les données recueillies ont été traitées de manière anonyme et confidentielle. Ainsi, les participants aux enquêtes ne sont pas identifiés dans les rapports ou les publications. Les données sont stockées de manière sécurisée et seules les personnes autorisées y ont accès;
- Les données collectées sont utilisées exclusivement aux fins prévues de la recherche. Par conséquent, les données personnelles sont protégées et traitées conformément aux lois et réglementations en vigueur;
- Les résultats de la recherche ont été rapportés de manière transparente et précise, sans manipulation ou exagération des données. Une présentation équilibrée des résultats a été effectuée, en mettant en évidence à la fois les aspects positifs et négatifs.

3. Leçons et exemples d'insuccès :

Est-ce que le projet n'a pas pu achever toutes les étapes prévues dans les rapports de projet antérieurs ? Dans l'affirmative, veuillez décrire lesquelles, ainsi que les efforts déployés pour les remplacer ou les atteindre par d'autres moyens, et les leçons tirées pour l'avenir de l'incapacité à achever une ou plusieurs parties du projet.

Toutes les étapes prévues du projet ont été exécutées et achevées, conformément aux termes de référence.

4. Recommandations au CRDI :

Résumez toute recommandation que vous aimeriez faire au CRDI en ce qui concerne l'administration du projet, sa portée, sa durée ou son budget. Veuillez noter que toute information sensible ou confidentielle doit faire l'objet d'un échange direct avec l'administrateur de programme responsable du CRDI et être documentée et classée séparément.

Favoriser l'apprentissage et le partage des connaissances, en encourageant la documentation des bonnes pratiques, des leçons apprises et des résultats obtenus. Cela permettra de capitaliser sur les expériences du projet et de les diffuser à d'autres organisations ou projets similaires.

Annexe 1. Définitions des principaux termes

A) TERMES GÉNÉRAUX

Consortiums, alliances et collaboration : La conception du programme CORE met l'accent sur la collaboration par le biais d'une synthèse et d'un apprentissage actifs et continus au sein de la cohorte pendant toute la durée du programme, facilités en partie par le CRDI. La collaboration est incluse à la fois comme activité et comme résultat immédiat, car on prévoit que la collaboration augmentera la portée des résultats de recherche et le potentiel d'utilisation.

L'engagement désigne l'ensemble des échanges, des événements, des activités de sensibilisation et des communications avec les intervenants, tels que les responsables des politiques, les décideurs, les communautés universitaires, les groupes communautaires et les citoyens, concernant la recherche et/ou les résultats du programme CORE.

Événements d'engagement : Les événements d'engagement sont des événements avec de multiples parties prenantes convoqués par les partenaires de CORE et se réfèrent aux échanges avec les parties prenantes de la recherche, de la politique, de la pratique, des médias/intermédiaires, des communautés, et/ou d'autres, concernant la recherche et/ou les résultats de CORE. Des exemples d'événements d'engagement peuvent inclure :

- L'organisation de webinaires.
- Faire une présentation lors d'un atelier/conférence.
- Des réunions de haut niveau.

Les événements qui ne doivent pas être répertoriés comprennent les événements internes ou les événements auxquels un partenaire a participé mais n'a pas fait de présentation.

Résultats : Les extraits de la recherche sont les résultats directs, accessibles au public, de la recherche soutenue par CORE. Les types de résultats attendus par les projets CORE sont listés ci-dessous, et les résultats qui n'entrent pas dans l'une de ces catégories seront comptabilisés comme "autres". Les résultats doivent être signalés par le biais du système de suivi et d'évaluation, soit une fois qu'ils sont accessibles au public, soit lorsqu'ils sont acceptés pour publication dans le cas d'articles évalués par des pairs, de chapitres de livres et de documents de conférence. Citons par exemple:

- Les articles publiés dans une revue évaluée par des pairs;

- Les articles non évalués par des pairs (y compris les documents de travail);
- Des mémoires (politiques ou recherches);
- Des chapitres de livres;
- Des livres;
- Des bases de données;
- Des blogs/autres articles sur le web;
- Des sites web;
- Des produits multimédias (vidéos, etc.)

B) TERMES DE GENRE ET D'INCLUSION³

Genre : Les rôles, comportements, expressions et identités socialement construits des filles, des femmes, des garçons, des hommes et des personnes de genre différent. Le genre est distinct du sexe biologique et n'est pas lié au binaire du genre. Le genre n'est pas synonyme de femme et il est vécu différemment selon les cultures. Il est reconnu que l'intersectionnalité a un impact sur l'expérience du genre et de l'inégalité. Les relations de genre sont constituées, comme toutes les autres relations sociales, par les règles, les normes et les pratiques par lesquelles les ressources sont allouées, les enjeux et les responsabilités sont attribués, la valeur est donnée et le pouvoir est mobilisé.

Analyse de genre : L'analyse de genre fait référence à la variété des méthodes utilisées pour comprendre les relations entre les personnes de sexe différent, leur accès aux ressources, leurs activités et les contraintes auxquelles elles sont confrontées les unes par rapport aux autres. L'analyse de genre fournit des informations pour l'élaboration de politiques et la prestation de services qui reconnaissent que le genre, et sa relation avec la race, l'ethnicité, la culture, la classe, l'âge, la capacité et/ou tout autre statut, est important pour comprendre les différents modèles d'implication, de comportement et d'activités que les femmes, les personnes de genre différent et les hommes ont dans les structures économiques, sociales et légales.

Égalité des sexes : Représente l'objectif de l'égalité d'accès, de ressources, d'opportunités, de bénéfices et de droits pour les personnes de tous les genres.

³ Les définitions ont été adaptées de la publication "[Transforming gender relations – Insights from IDRC research](#)" (en anglais) et des lignes directrices du Gouvernement du Canada sur [l'Analyse du genre](#).

L'équité de genre : est un terme qui reconnaît que les règles du jeu ne sont pas les mêmes pour tous, et que les groupes marginalisés par le système ou l'histoire peuvent avoir besoin d'un traitement intentionnel, préférentiel ou affirmatif pour redresser les barrières et l'exclusion systémiques. Ainsi, l'équité entre les sexes va au-delà de l'égalité et vise l'équité et la justice pour tous les sexes.

Recherche transformative sur le genre : Une approche de la recherche qui examine, analyse et construit une base de données probantes pour informer les changements pratiques à long terme dans les relations de pouvoir structurelles et les normes, les rôles et les inégalités qui définissent les expériences différenciées des femmes, des hommes et des personnes de genre différent. La recherche transformatrice sur le genre doit conduire à un changement durable par le biais d'actions telles que des partenariats, des actions de proximité et des interventions.

Intersectionnalité : Un concept qui montre comment le genre s'entrecroise avec d'autres aspects de l'identité, tels que l'âge, l'ethnicité/nationalité, la capacité, l'éducation, la classe, la religion, l'orientation sexuelle, l'emplacement géographique et tout autre facteur pertinent, pour avoir un impact sur les expériences, l'agence, l'accès et le contrôle des ressources, le pouvoir et la connaissance.

Groupes marginalisés : Ceux qui ont été systématiquement ou historiquement exclus de la participation ou de l'influence dans la société et/ou qui sont fréquemment exclus de l'exercice de leurs droits et libertés.